

# L'ANJOU LIBERTAIRE



BULLETIN MENSUEL DU GROUPE DU MAINE-ET-LOIRE  
DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N°11 Octobre 2021

**ÉDUCATION**  
**RENTRE SOUS TENSION**  
**ÉCOLOGIE**  
**CHANGÉONS LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT!**  
**LOGEMENT**  
**LE MAL LOGEMENT À LA SAUCE ANGEVINE**

## Retour sur la mobilisation du 5 octobre 2021

Mardi 5 octobre était une journée de mobilisation nationale interprofessionnelle et intersyndicale.

Les manifestations ont réuni 160 000 manifestants et manifestantes en France, entre 1000 et 1500 à Angers, 160 à Cholet, 100 à Saumur et 50 à Segré. Il s'agissait donc d'une mobilisation qui n'a pas rassemblé beaucoup plus que des militants et militantes. Alors que ce dont nous avons besoin, au vu des enjeux sociaux, politiques et écologiques de la période, c'est d'une mobilisation beaucoup plus large et massive du monde du travail pour faire basculer le rapport de force en notre faveur. Quelques secteurs et entreprises en lutte ont toutefois pu se saisir de ce 5 octobre. C'était le cas notamment de la santé avec les ambulanciers en grève, les sage-femmes de la Clinique de l'Anjou en grève également, des salarié.es des Ehpad du groupe VyV3, du CHU ou du Cesame.

## Extrait du tract de l'UCL distribué dans la manifestation d'Angers du 5 octobre

« De nombreuses luttes et grèves ont lieu dans des entreprises et services publics, ou dans des secteurs entiers (La Poste, l'aide à domicile, la santé, l'éducation, la métallurgie, etc.). Elles ne s'opposent pas à une journée comme celle du 5 octobre. Agir toutes et tous ensemble, le même jour, ça se construit. Il nous faut alors renforcer nos outils de lutte que sont nos syndicats, et en particulier nos unions locales, proches du terrain. Ce sont elles qui permettent à toutes et tous, de petites comme des grandes entreprises d'agir ensemble. De plus, les syndicats qui défendent vraiment les intérêts du monde du travail (CGT, Solidaires, FO, FSU, les CNT) ont une responsabilité : leur division nous affaiblit face aux patrons et à l'État. Partir de la base des syndiqué.es pour converger sur des luttes communes et réaliser l'unité syndicale est notre perspective. [...] Ce n'est que dans les luttes unitaires et de masse que nous imposerons nos intérêts de classe face à l'État et au patronat. »

## Nouveau PSE chez TKE, ex-Thyssen

Le site du constructeur d'ascenseur, situé à Saint Barthélémy d'Anjou, est concerné par un nouveau plan de licenciements. 55 salarié.es sont menacé.es. C'est le troisième en 7 ans dans l'entreprise, et avec celui-ci vient la fermeture du dernier atelier de fabrication, du magasin de services après-vente et de la distribution de pièces détachées. Face à l'arbitraire patronal, revendiquons un droit de veto des salarié.es sur les licenciements collectifs.

## Dans la construction : mouvement de grève chez Eurovia

Le 5 octobre, des salariés du groupe Eurovia (filiale de Vinci) se sont mis en grève, répondant à un appel régional de la CGT de l'entreprise. Dans la matinée, une quinzaine de salariés en débrayage tenait un piquet de grève devant le site de Saint Barthélémy d'Anjou, près d'Angers. Le mouvement a été suivi sur les sites de Laval, Le Mans, Nantes, Rennes, Lorient et Quimper. Parmi les revendications : une augmentation des salaires de 300€ par mois, l'amélioration des conditions de travail et une retraite à 55 ans tenant compte de la pénibilité de leurs métiers. De son côté, le syndicat local de la construction CGT d'Angers tient maintenant des permanences les premiers samedis matin du mois à la bourse du travail d'Angers.

## Les salarié.es du CROUS mobilisé.es à Angers

Après la manifestation du 5 octobre, des agents et agentes grévistes du CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) ont mis en place avec leur syndicat CGT une opération de distribution de sandwiches et pommes gratuits devant le restaurant universitaire de Belle Beille à Angers. Cette action a notamment permis aux grévistes d'échanger avec les étudiants et étudiantes. Les agents revendiquent des créations de postes et des embauches avec statut de fonctionnaire sur la totalité des postes vacants (dont 13 à Angers). Le manque de personnels actuel entraîne une dégradation des conditions de travail, l'épuisement de nombreux agents, et une dégradation des services rendus aux étudiants.

## Et après le 5 octobre, on fait quoi ?

Après la mobilisation moyenne du 5 octobre, quelles sont les perspectives pour le mouvement social ? Pour certains courants et partis politiques, ce sont les élections présidentielles de 2022. Ce n'est pas notre cas. Car ce n'est pas l'action d'élus et de partis politiques dans les institutions étatiques qui peuvent imposer de véritables changements contraires aux intérêts capitalistes mais bien nos luttes et notre action directe. Notre priorité est donc de poursuivre ces luttes à la base et de renforcer les organisations qui permettent de les mener. Ces organisations (syndicats, collectifs et associations) sont nos contre-pouvoirs et nous réaffirmons le double rôle éminemment politique qu'elles ont : améliorer nos conditions de travail et de vie immédiates et préparer une transformation radicale de la société.

## Nouvelle rentrée sous tension dans l'Éducation Nationale

La rentrée scolaire 2021 est la cinquième rentrée depuis la prise de fonction de Jean-Michel Blanquer en tant que ministre de l'Éducation Nationale. Et on espère que ce soit la dernière, après quatre années durant lesquelles Blanquer a mené une campagne brutale contre l'école publique, ses agent-es et ses usagers. La loi dite « pour une école de la confiance » et la réforme du baccalauréat ont été parmi les principaux chantiers de Blanquer et ont engendré une mobilisation des personnels de très grande ampleur. À moins d'un an de la prochaine élection présidentielle, on pouvait penser que le plus dur était passé. C'était sous-estimer les ambitions du binôme Macron/Blanquer qui ont juré de réformer à la hache l'institution pour la formater toujours plus selon l'idéologie capitaliste.

Ainsi, à l'occasion d'un discours prononcé à Marseille en septembre dernier, Emmanuel Macron a lancé une nouvelle charge en proposant d'expérimenter le recrutement des professeurs des écoles par les directeurs et directrices elles-mêmes. D'abord testé dans quelques dizaines d'école de Marseille, ce mode de recrutement a vocation à être étendu puis généralisé. Derrière, c'est la fin du statut de fonctionnaire et des écoles tournant comme des entreprises. Un pas supplémentaire est franchi dans cette voie avec le projet de loi Rilhac qui veut instaurer une hiérarchie au sein des écoles primaires : les directeurs et directrices d'école deviendraient des supérieur-es hiérarchiques des autres enseignant-es, remettant en cause la gestion collégiale qui prévalait depuis des décennies dans le premier degré. Loin de répondre aux attentes des professeurs concerné-es qui croûlent sous le travail et les injonctions contradictoires émanant du ministère (on se souvient du suicide de Christine Renon et de sa lettre accusant directement l'institution), ce projet de loi crée un nouveau statut hiérarchique et nous éloigne encore plus de l'école à laquelle nous aspirons.

C'est donc dans ce contexte que la rentrée s'est faite et que des mouvements de contestation tentent difficilement d'émerger. Le 23 septembre dernier, à l'initiative d'une large intersyndicale, les enseignant-es étaient appelé-es à se mettre en grève pour exiger des revalorisations salariales dignes de ce nom et de meilleures conditions de travail. Cette journée de grève a été globalement peu suivie et nous n'étions qu'une petite centaine à manifester dans les rues d'Angers. Le 29 septembre, un rassemblement était organisé devant l'inspection académique pour protester contre la loi Rilhac mais, là encore, seules quelques dizaines de personnes ont répondu à l'appel, pour la plupart des représentants syndicaux. Après la mobilisation interprofessionnelle du 5 octobre, une nouvelle journée d'action est prévue le 19 octobre pour les accompagnatrices d'élèves en situation de handicap (AESH) qui souffrent de la précarité de leur statut et d'un grave manque de reconnaissance de leur travail pourtant indispensable.

L'ampleur des attaques portées par Macron et Blanquer contre

l'école publique appelle une mobilisation à la hauteur de l'enjeu mais qui ne vient pas. Auraient-ils gagné? Certainement pas ! Si les défaites de ces dernières années ont porté un sérieux coup au moral, il n'est pas question de baisser les bras. Mais il faut être conscient que ce ne sont pas des journées de grève ponctuelles qui feront plier le gouvernement. Seule une mobilisation collective, solide et durable nous permettra de tenir tête à ces fossoyeurs de l'école publique.

---

### Mobilisation dans le Baugeois autour de la question des AESH

Depuis 2019, le ministère a instauré la loi dite de « L'école de la confiance » parfois nommée « L'école inclusive ». Grâce à la circulaire de la rentrée 2019, il est désormais possible, grâce aux PIAL (Pôle Inclusif pour l'Accompagnement Localisé) de coordonner l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap.

Ces élèves, grâce à la loi pour « l'égalité des chances » de 2005, sont de plus en plus nombreux à fréquenter nos établissements. On pourrait se féliciter de cette évolution de notre École, mais derrière des chiffres flatteurs la réalité est catastrophique.

Dans le secteur de Baugé, des dysfonctionnements d'accompagnement se font sentir. A cause des conditions de travail odieuses subies par les AESH, un collègue a dû se mettre en arrêt avant de démissionner de son poste. Résultat, aucun remplacement n'est à prévoir avant la fin effective de son contrat en novembre. Des élèves se retrouvent alors sans accompagnateur. Ils/elles disposent d'une notification de la MDA (Maison Départemental de l'Autonomie) reconnaissant la nécessité de leur apporter une aide régulière dans leur vie de collégien.ne.s. Cette situation, illégale, est vécue comme un véritable traumatisme pour ces enfants et leurs familles qui sont totalement perdues face à la lourdeur administrative de notre institution. Le ministère de l'Éducation Nationale nie complètement la maltraitance dont sont victimes ces élèves laissés seul.e.s dans nos écoles sans l'aide nécessaire à leur épanouissement.

De plus, la MDA ne permet pas de traiter en temps réel les besoins des établissements. Les enseignant.es du primaire et du secondaire de ce secteur qui ont déjà identifié d'autres élèves en difficultés, se trouvent démunis face à la lenteur de traitement des dossiers. En effet, les délais d'instruction des dossiers sont tellement longs (de 6 à 8 mois) que ces élèves vont devoir rester seul.e.s au sein de leur classe sans bénéficier de toute l'aide dont ils et elles ont besoin.

Cette situation indigne n'est plus supportable. Il est temps que les gouvernement successifs assument les dégâts qu'ils ont causé au service public d'éducation et à l'accompagnement des enfants en situation de handicap. Il est temps de mettre en place une vraie politique d'inclusion dans nos écoles et nos collèges.

## La politique de gestion du mal logement à la sauce ville d'Angers

Au mois de juillet dernier, une famille sur 3 générations, de 4 adultes et 4 enfants, dont certains en bas âges, arrive sur le quartier de la roseraie à Angers. La famille s'installe sur un parking de résidence HLM, d'abord en tente puis grâce au soutien de plusieurs habitant-es, en caravane. Les habitant-es du quartier expriment "un devoir de solidarité" et leur apportent régulièrement vêtements et produits alimentaires. La famille fait des demandes de logement social, à la fois pour du logement temporaire et du logement pérenne. Dans ces démarches, elle peut compter sur le soutien du Droit Au Logement 49 (DAL 49) et de Pas Sans Nous 49 (PSN 49), qui tentent d'accompagner et d'informer la famille autant que possible. Mais rien ne résulte de cela. La seule réponse obtenue est une orientation à la Halte de nuit. On ne pourra pas les accuser de juger sans savoir, car à défaut d'une réponse digne de ce nom, la famille accepte tout de même de se rendre dans le lieu d'hébergement. Zlata, la grand mère, décrit l'expérience ainsi: il n'y a aucune séparation ("intimité"?), il n'y a pas de portes, 1 seul toilettes pour tous les hébergé-es, pas de sécurité sanitaire, pas d'eau chaude pour laver les petit-es, tout le monde se voit, il y a beaucoup d'alcool et de drogues, les petit-es sont spectateurs et spectatrices de tout ça toute la nuit. Et il faut partir dès 7h le matin... "Après avoir tenté l'expérience le temps d'une nuit, la famille fait le choix de retourner à leur caravane sur le parking du quartier populaire (lien reportage france3 PdL: [https://youtu.be/UyIk7VXV\\_U4](https://youtu.be/UyIk7VXV_U4)).

Selon leur expérience, les conditions d'accueil du lieu d'hébergement d'urgence leur sont encore plus insécurisantes et inappropriées que la vie sur ce parking. Les parents choisissent donc, dans l'intérêt de leurs enfants, la sécurité sociale et sanitaire d'un quartier qu'ils connaissent et où les habitants et les collectifs de soutien leur ont apportés bien plus d'humanité et de solidarité que les politiques sociales de la mairie d'Angers. Alors que l'expression de soutien et de solidarité des habitant-es est plus que concrète, le bailleur, Angers Loire Habitat, décide de lancer une procédure d'expulsion et menace la famille d'une amende de 100 euros par jour. Menace mise en exécution sur décision de justice. "La police est venue nous dire qu'ils fallait partir ou payer 100 euros par jour. On a pas eu le choix, on s'est déplacé", explique Zlata. Le militant des quartiers populaires qui nous accompagne, indique la peur de la famille est objective, en effet les intimidations de la police municipale se sont fait plus nombreuses avant le départ (destruction du camp et des affaires de la famille). Le bailleur exprimé lors d'un échange téléphonique avec les collectifs de soutien, qu'il y a une impossibilité de collaborer avec la famille car celle-ci ne serait absolument pas apte à vivre en logement locatif, du fait de sa culture. Au mépris de classe, ajoutez les

préjugés racistes. Les collectifs de soutien estiment que "le bailleur ne fait que déplacer le problème" et ajouter de la difficulté à la situation déjà si fragile d'une famille avec enfants en bas âges dont un nouveau né prématuré. Mariam la maman, a confié au militant que cet accouchement arrivé trop tôt était la conséquence de toutes ces angoisses, des tensions avec la police... Cette dernière, malgré le contexte, fait le trajet tous les jours à pieds, parfois en transport pour se rendre au chu et voir son enfant. Des demandes ont été faites auprès des organisations en charge de l'hébergement d'urgence sur le territoire. Celles-ci ont indiqué ne rien pouvoir faire sans une commande de l'État, de la préfecture ou de la Direction départementale de la cohésion sociale... Le positionnement de la ville, des pouvoirs publics et du bailleur est gravissime politiquement. Cette menace de l'amende de 100 euros par jour n'est rien d'autre qu'une occasion de se faire de l'argent sur la misère des gens, en plus de rendre le dialogue définitivement impossible. La violence et l'argent plutôt que la solidarité et l'humanité. Rien de nouveau en Anjou. Pourtant (cf l'enquête du journal local La Topette, numéro d'octobre/novembre), Angers n'a déjà pas bonne presse sur la question du logement, et cela depuis plusieurs années. On constate qu'il n'y a que les plus riches, les ami-es de l'équipe municipale actuelle, qui ne subissent pas cette crise du logement sur le territoire. Les étudiant-es, les demandeurs et demandeuses d'emploi, les intérimaires, les travailleurs et les travailleuses, les jeunes qui se lancent sur le marché du travail... La liste n'en finit plus de ceux et celles qui se retrouvent en difficulté face à la situation de l'immobilier sur Angers.

L'UCL49 exprime son soutien à cette famille et à toutes les victimes du mal logement en Anjou et ailleurs. Ils s'agit là d'un rapport de force, d'un rapport de domination où ce sont les plus fragiles qui sont accusé-es et harcelé-es. Et les plus favorisé-es qui font la pluie et le beau temps avec uniquement des intérêts financiers au détriment de ceux et celles qui luttent pour retrouver un logement digne. Des logiques d'une violence et d'un mépris de classe inouïes par ceux qui pensent que notre territoire, nos vies leurs appartiennent.

Des jours sombres s'annoncent tant que les mêmes resteront en charge des politiques sociales, de logement et plus globalement en gestion d'Angers et de son agglomération, et surtout tant que la logique capitaliste des profits et de la propriété privée continuera à primer sur la réponse aux besoins fondamentaux de la population.

Soutien aux mals logé-es, au DAL49, à PSN49 et à tous les collectifs d'habitant-es en lutte pour décider par elles-eux-mêmes et pour elles-eux-mêmes.

## On change le système, pas le climat !

« Et si on se réveillait de ce mauvais rêve ? » Le vendredi 22 octobre, Youth For Climate organise une manifestation sur Angers à 14h au jardin du mail. Depuis quelques années, les jeunes lycéen-nes, suivis par les étudiant-es, se sont emparé-es des questions écologiques et se sont mobilisé-es spontanément dans la rue pour lutter et dénoncer l'immobilisme des responsables politiques qui ne prennent pas assez au sérieux ces questions-là.

Sans une réduction drastique de l'émission des gaz à effet de serre, le réchauffement climatique ne peut que s'aggraver avec les conséquences dramatiques que l'on sait. Dans cette société droguée aux profits et à la consommation, on préfère planter des entrepôts Amazon plutôt que des arbres et construire des autoroutes plutôt que de préserver des terres agricoles et des zones humides où la biodiversité assure un rôle crucial pour l'équilibre des écosystèmes.

L'UCL rappelle qu'il ne faut pas changer le climat, il faut changer le système ! Nous ne pouvons pas espérer limiter le changement climatique en restant dans ce système capitaliste et productiviste, nous devons changer notre mode de production et avoir le contrôle sur ce qu'on produit. L'écologie est aussi une question sociale.

---

## 2000 personnes dans les rues pour la Pride d'Angers 2021

Après un an d'absence en raison de la situation sanitaire, la pride d'Angers avait lieu samedi 25 septembre dans les rues de la ville. Organisée en grande partie par Quazar (le centre LGBTI+ d'Angers), elle aura réunie plus de 2000 participants et participantes. Notamment beaucoup de jeunes lycéen-nes et étudiant-es, la jeune génération est plus consciente des enjeux de ces luttes et se politise sur ces questions. Chaque année, les prides (ou marches des fiertés LGBTI) sont des occasions festives et politiques d'établir des bilans sur l'état des oppressions vécues par les personnes LGBTI (Lesbiennes, Gay, Bi, Trans, Intersexes) et pour porter des revendications et faire bouger les rapports de force en faveur des minorités de genre et d'orientation sexuelle. Les militants et militantes de l'UCL y ont pris part et ont distribué à cette occasion le numéro de septembre de l'Anjou libertaire qui contenait une page dédiée aux luttes LGBTI

## Les retraité-es mobilisé-es

Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère ! On n'en veut pas de cette société là !

À l'appel du groupe des 9 (CGT, FO, FSU, Solidaires, CFE-CGC, CFTC, LSR, FGR-FP, Ensemble et solidaires) les retraité-es se sont à nouveau mobilisé-es.

À Angers, le 1er octobre dernier, environ 150 d'entre eux se sont rassemblés place du Ralliement pour marcher vers la préfecture où une prise de parole a rappelé leurs revendications unitaires :

- Pouvoir d'achat, augmentation et revalorisation immédiates des retraites de base et complémentaires, en les indexant sur l'évolution du salaire moyen. Pas de retraite inférieure au Smic.
- Des moyens supplémentaires pour les Services Publics et notamment pour le système de Santé Publique (Soin, prévention et recherche).
- Pour une Sécurité Sociale financée par les cotisations sociales afin qu'elle puisse assumer pleinement ses missions.

Gouvernement et patronat font la sourde oreille. Pour autant la crise sanitaire, économique et sociale continue et accentue la détérioration des conditions de vie des retraité-es qui ont pourtant déjà payé un très lourd tribut à la pandémie (décès, isolement, difficultés d'accès aux soins...). Ils vivent de plus en plus mal la baisse structurelle de leur pouvoir d'achat. Nombreux sont celles et ceux qui tombent dans la précarité. Comme la grande majorité des salariés, ils sont très durement impactés par la hausse des prix (gaz, électricité, carburant, complémentaires santé, logement, alimentation...)

Gouvernement et patronat ne tirent aucune leçon de leur gestion de la crise. Pire, par des mesures autoritaires, ils accélèrent le processus de régression sociale généralisée. Dans cette période troublée le capital a pour sa part engrangé des profits colossaux : + 62% pour les plus riches de la planète, + 170 milliards pour les milliardaires français.

Les salarié-es, avec ou sans emplois, les jeunes, les retraité-es refusent de payer la crise capitaliste !

À Angers comme ailleurs, c'est par nos luttes collectives, pour l'égalité économique et sociale, par la solidarité intergénérationnelle, par la solidarité interprofessionnelle que nous imposerons un autre partage des richesses !

Notre mensuel, *Alternative libertaire*, est disponible en kiosque et à la librairie Les Nuits Bleues (21 rue Maillé à Angers)

Site fédéral de l'Union communiste libertaire : [unioncommunistelibertaire.org](http://unioncommunistelibertaire.org)

Site de l'Union communiste libertaire 49 : [ucl49.fermeasites.net](http://ucl49.fermeasites.net)

Pour nous contacter : [ucl-angers@communisteslibertaires.org](mailto:ucl-angers@communisteslibertaires.org)

Suivez nous aussi sur les réseaux sociaux [facebook](#) [diaspora](#) et [instagram](#)!

# S'informer

